

ORGANISATION DES LIEUX DE LECTURE SELON LEUR OFFRE DE SERVICES

	Bibliothèque structurante	Bibliothèque de proximité	Point lecture
SERVICES PROPOSÉS À LA POPULATION			
Espace dédié	•	•	•
Accessibilité pour tous les publics	•	•	•
Amplitude horaire adaptée	•	•	•
Offre documentaire actualisée...	•	•	•
... et diversifiée dont numérique	•	•	
Conseil et médiation par un personnel salarié, dédié et qualifié...	•	•	
... et des bénévoles formés		•	•
Gestion informatisée et services en ligne	•	•	
Mise en œuvre d'actions culturelles...	•	•	
... et budget dédié aux animations	•		
Rayonnement de l'équipement sur un réseau ou un secteur géographique extra-communal	•		
Équipement pouvant englober un ou plusieurs points lecture	•		

SERVICES DÉPARTEMENTAUX PROPOSÉS AUX LIEUX DE LECTURE

Subventions départementales	•	•	
Conseil et ingénierie	•	•	•
Collections documentaires	Tous supports Échanges illimités Service de livraison	Tous supports Échanges illimités Service de livraison	300 livres maximum, renouvelés intégralement au moins 2 fois par an
Formations : initiales et thématiques	•	•	•
Outils d'animation	•	•	



CARACTÉRISTIQUES GÉNÉRALES DES AIDES DÉPARTEMENTALES

OBJECTIF GÉNÉRAL

Compétence obligatoire des Départements, la lecture publique bénéficie dans le Pas-de-Calais de Plans de développement ambitieux, qui progressivement façonnent l'offre de lecture sur le territoire.

La lecture publique constitue une pratique culturelle et éducative fondamentale. Après une phase de construction de bibliothèques qui a permis un développement significatif des m² consacrés à la lecture publique, l'évolution du Plan lecture doit s'attacher à développer la pratique selon deux axes prioritaires que sont la mise en réseau des équipements et le développement du numérique.

BÉNÉFICIAIRES

- Les communes ou EPCI ayant en charge la gestion d'une bibliothèque.
- L'aide du Département n'est accordée que si la bibliothèque répond aux critères d'éligibilité du dispositif concerné.

PROCÉDURE DE DEMANDE DE SUBVENTION

- PRENDRE CONSEIL AUPRÈS DU COORDINATEUR DE VOTRE TERRITOIRE :
 - o Antenne de Dainville : 03 21 21 47 77
 - o Antenne de Lillers : 03 21 61 91 31
 - o Antenne de Wimereux : 03 21 33 82 02
- ADRESSER VOTRE DEMANDE À :
Monsieur le Président du Conseil départemental du Pas-de-Calais
Hôtel du Département - Rue Ferdinand Buisson - 62018 ARRAS CEDEX 9
- L'instruction de votre demande sera faite par les responsables des services territoriaux de la Médiathèque départementale :
 - o Benjamin KESTELOOT pour le site de Dainville (Arrageois, Lens-Hénin)
 - o Monique CARLIER pour le site de Lillers (Artois, Audomarois)
 - o Claudia CHEVALIER pour le site de Wimereux (Boulonnais, Calaisis, Montreuillois, Ternois)

Type de dossier	Date limite de dépôt	Date prévisionnelle de passage en Commission Permanente
INVESTISSEMENT: étude, construction, rénovation, aménagement, informatisation	28 FÉVRIER	JUIN
INVESTISSEMENT: étude, construction, rénovation, aménagement, informatisation	30 MAI	NOVEMBRE
FONCTIONNEMENT: acquisitions de documents	31 MARS	JUILLET
FONCTIONNEMENT: promotion du livre et de la lecture	15 OCTOBRE	JANVIER de l'année suivante

CONDITIONS DE VERSEMENT

- La demande sera examinée par la Commission Permanente du Conseil départemental dont la décision sera notifiée par écrit au demandeur.
- La subvention sera versée sur présentation des justificatifs.

	bibliothèque structurante	bibliothèque de proximité
budget d'acquisition de documents	au moins 2,50 € par habitant	au moins 1 € par habitant préconisé : 1,50 € par habitant
horaires d'ouverture hebdomadaire	moins de 2 000 habitants : 8 h à partir de : 2 000 habitants : 14 h 5 000 habitants : 20 h 10 000 habitants : 30 h	moins de 2 000 habitants : 8 h à partir de : 2 000 habitants : 14 h 5 000 habitants : 20 h 10 000 habitants : 30 h
personnel	1 salarié de catégorie B ou A par tranche de 5 000 habitants 1 salarié qualifié par tranche de 2 000 habitants	1 salarié qualifié par tranche de 2 000 habitants et/ou des bénévoles formés
surface	avec au minimum 100 m ² 0,07 m ² par habitant	avec au minimum 70 m ² 0,07 m ² par habitant



TYPE D'AIDES ET TAUX DE SUBVENTION

nature	taux	observations	plafond de dépenses
étude de programmation de l'équipement	30 % du montant HT	<ul style="list-style-type: none"> recommandé pour tout projet obligatoire à partir de 5 000 habitants 	30 000 € HT
construction	15 % du montant HT	bonifications : <ul style="list-style-type: none"> développement durable : +5 % gratuité des adhésions et ouverture élargie : +5 % réseau lecture publique : +5 % 	2 000 € HT le m ²
aménagement mobilier	15 % du montant HT		300 € HT le m ²

ÉLIGIBILITÉ :

- Respect impératif des minima requis.
- Pour les communes de moins de 2 000 habitants, la construction relève du FARDA, sous réserve d'identification dans le schéma de lecture publique de l'EPCI.
- À partir de 20 000 habitants, le taux de l'aide est limité à 10 % du montant HT
- En l'absence d'identification d'un projet communal dans un schéma territorial, le calcul de l'assiette subventionnable se base sur la population communale.
- L'attribution de la bonification « gratuité des adhésions et ouverture élargie » est conditionnée à l'engagement de la collectivité d'une application sur un délai d'au moins 3 ans.
- RAPPEL : en cas de partenariats financiers multiples, les collectivités ne peuvent cumuler plus de 80 % de subventions pour un projet.

CONSTITUTION DU DOSSIER

POUR L'ÉTUDE DE PROGRAMMATION DE L'ÉQUIPEMENT

- Lettre de demande de subvention.
- Présentation des attendus de l'étude figurant au cahier des charges.
- Délibération de la commune ou de l'EPCI approuvant le plan de financement de l'étude.
- Devis détaillé du cabinet retenu.
- Budget prévisionnel du financement de l'étude avec détail des subventions sollicitées.
- Échéancier de la réalisation.
- Relevé d'identité postal ou bancaire.

POUR LA CONSTRUCTION ET LA RÉNOVATION DE BÂTIMENT

- Lettre de demande de subvention.
- Présentation du projet culturel et de fonctionnement de l'établissement (projet culturel, scientifique, éducatif et social)
qui comprendra : l'analyse - diagnostic préalable, l'identification du bassin de vie sur lequel rayonnera l'équipement, les priorités retenues, les publics cibles, les services proposés ; les perspectives de fonctionnement : personnel, budget d'acquisition et d'animation, politique documentaire, horaires d'ouverture.
- Délibération de la commune ou de l'EPCI approuvant le plan de financement du projet et identifiant le bassin de vie pris en compte ainsi que les modalités de la mutualisation (ressources humaines et documentaires).
- Notice de présentation du projet architectural : plans de situation et de masse détaillés.
- Dans le cas de communes conduisant un projet d'équipement à vocation intercommunale, convention de partenariat liant les communes et décrivant l'implication de chaque partenaire.
- Devis détaillés des fournisseurs retenus et coûts détaillés par lots.
- Budget prévisionnel du financement de l'opération avec détail des subventions sollicitées, dont la participation financière de l'EPCI dans le cadre d'un projet de bibliothèque à rayonnement intercommunal.
- Attestation développement durable et/ou gratuité des adhésions et ouverture élargie.
- Échéancier de la réalisation.
- Marché d'ingénierie et lettre de commande si la commune ou l'EPCI fait appel à un architecte.
- Avis des services préfectoraux de sécurité.
- Relevé d'identité postal ou bancaire.

POUR L'AMÉNAGEMENT MOBILIER

- Lettre de demande de subvention.
- Présentation du projet culturel et de fonctionnement de l'établissement (projet culturel, scientifique, éducatif et social)
qui comprendra : l'analyse - diagnostic préalable, l'identification du bassin de vie sur lequel rayonnera l'équipement, les priorités retenues, les publics cibles, les services proposés ; les perspectives de fonctionnement : personnel, budget d'acquisition et d'animation, politique documentaire, horaires d'ouverture.
- Délibération de la commune ou de l'EPCI approuvant le plan de financement du projet et identifiant le bassin de vie pris en compte ainsi que les modalités de la mutualisation (ressources humaines et documentaires).
- Dans le cas de communes conduisant un projet d'équipement à vocation intercommunale, convention de partenariat liant les communes et décrivant l'implication de chaque partenaire.
- Devis détaillés des fournisseurs retenus et coûts détaillés par lots.
- Schéma d'implantation.
- Budget prévisionnel du financement de l'opération avec détail des subventions sollicitées, dont la participation financière de l'EPCI dans le cadre d'un projet de bibliothèque à rayonnement intercommunal.
- Attestation développement durable et/ou gratuité des adhésions et ouverture élargie.
- Échéancier de la réalisation.
- Relevé d'identité postal ou bancaire.